

31 JAN. 2014

**CONSEIL REGIONAL NORD PAS DE CALAIS**  
**Séance plénière du 14 février 2014**

**« Pacte de responsabilité » :**  
**vœu présenté par le groupe Front de Gauche**  
**Communiste et Unitaire**

Le choix présidentiel énoncé dans le « pacte de responsabilité » est clair, c'est celui d'un virage libéral assumé, rassurant pour les marchés financiers et satisfaisant pour les dirigeants de l'Union européenne qui attendent impatiemment que la France réduise ses budgets publics et ses dépenses sociales et de santé.

En mettant un terme autoritairement au financement de la politique familiale par les cotisations sociales, prélevées sur les richesses créées par le travail et qui constituent une part du salaire socialisé, François Hollande s'attaque à un pilier du système social et de solidarité qui se traduit encore par une politique familiale efficace indispensable tant à la qualité de vie qu'à l'activité économique du pays.

Après le cadeau de 8 milliards d'euros fait par Nicolas Sarkozy aux entreprises, notamment les plus grandes en supprimant la taxe professionnelle. Après les 20 milliards qui leur sont attribués avec le pacte de compétitivité, manque à gagner compensé soit par l'impôt ménage, soit par la TVA et des réductions de moyens dans les services publics, François Hollande décide une nouvelle baisse de la contribution des entreprises de l'ordre de 30 milliards en échange d'hypothétiques contreparties en termes d'emplois jamais réalisées, et qui fait dire à Pierre Gataz, président du Medef « nous avons toujours dit que nous ne pouvions pas fournir d'engagements chiffrés et juridiques ».

Les Gouvernements successifs n'ont pas lésiné sur les aides aux entreprises de toutes sortes, et pourtant le chômage n'a fait qu'empirer et le coût du capital s'aggraver, et les conditions de vie des familles se dégrader.

**Elus d'une région en proie à des souffrances sociales grandissantes, où tous les indicateurs sanitaires et sociaux sont dans le rouge, où le chômage et la précarité continuent de gagner du terrain, où la politique d'austérité engagée depuis de longs mois fait des ravages dans le pouvoir d'achat des ménages comme dans l'accomplissement des missions publiques essentielles à la vie des populations, nous ne comprenons pas que la priorité soit ainsi donnée au Medef et aux marchés financiers.**

L'économie de 53 milliards annoncée en trois ans sur les budgets publics, finira d'asphyxier les services publics, les collectivités locales et les missions d'intérêt général qui leur sont confiées. Ainsi sont avancées la révision de toutes les politiques publiques, fusion et mutualisation des collectivités locales, suppression de Régions et de Départements, incitations financières au regroupement. Ainsi plus du tout de marge de manœuvre pour les collectivités locales, seulement des compétences spécialisées, les transformant en rouages administratifs sous l'autorité d'exécutifs resserrés et concentrés, pour gérer dans le cadre d'une concurrence entre territoires, accélérant de fait le dumping social et fiscal.

**Elus de la région Nord Pas-de-Calais, nous avançons l'idée qu'une autre politique est nécessaire et possible.** Une politique qui puisse rompre avec l'austérité qui ravage l'Europe et qui engagerait la refondation démocratique de l'Union européenne. Une politique qui orienterait la dépense publique vers l'investissement, l'emploi et la formation, en agissant sur tous les leviers y compris la fiscalité et le crédit. Une politique permettant un juste partage des richesses et s'attaquant au coût du Capital pour redonner au travail sa place, toute sa place dans l'économie.

Cathy APOURCEAU POLY  
Présidente du groupe Front de Gauche  
Communiste et Unitaire

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Apourceau Poly', with a long horizontal stroke extending to the right.